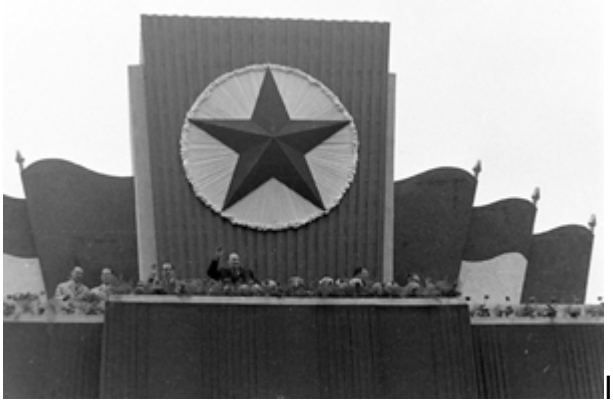
Quand le passé ressurgit...


Impôt de réparation

Le 17 octobre dernier, la députée Fidesz, Mária Wittner a demandé au Parlement de se prononcer sur l'introduction d'un impôt de réparation portant sur les retraites des anciens responsables communistes. Les partis politiques sont favorables à l'idée mais aucune décision concrète n'a encore été prise...

"Le groupe des députés du Fidesz demande au gouvernement d'examiner la possibilité d'instaurer un impôt de réparation portant sur les retraites des anciens décideurs politiques des organisations locales, départementales et nationales du MSZMP (Parti hongrois des travailleurs socialistes). Plusieurs milliers de retraités en Hongrie bénéficient d'une retraite élevée en raison de leur fonction occupée sous l'ère communiste. S'il est possible qu'une loi, conforme à la Constitution, soit promulguée dans ce sens, nous demandons à l'Etat hongrois de taxer ces retraites" a annoncé le président du groupe Fidesz au Parlement, János Lázár. Celui-ci a ajouté que Mária Wittner, survivante de la révolution de 1956, était à l'origine de cette initiative.

Selon Mária Wittner, l'introduction de cet impôt se justifie par le fait que des survivants de la révolution de 1956 vivent aujourd'hui dans des conditions précaires

et que l’Etat ne peut pas prendre soin d’eux. De plus, comme l’a rappelé János Lázár, la période s’étalant entre le 19 mars 1944 et le 2 mai 1990 est considérée comme illégitime par la nouvelle Constitution. La proposition concernerait tous les anciens responsables politiques du MSZMP, exceptés ceux des corps armés. Seront alors concernés les anciens dirigeants du MSZMP, du ÁVH (Autorité de protection de l’Etat), du KISZ (Organisation des jeunes communistes) et du Munkásôrség (Garde des travailleurs) qui sont déjà à la retraite et aussi ceux qui vont la prendre dans un proche avenir. Pour ce qui concerne la calcul de l’impôt, aucun accord n’est encore conclu. "Un député a proposé que les personnes concernées puissent disposer du double de la retraite minimale. Il ne s’agit donc pas d’un impôt à 98%" a souligné János Lázár. La somme ainsi accumulée serait accordée aux organisations commémoratives de la révolution de 1956 et aux survivants de la révolution.

Les avis divergent

Le 25 octobre dernier, les députés du Fidesz, du KDNP, du Jobbik et du LMP se sont réunis pour parler de la proposition de Mária Wittner. Le MSZP était également invité mais les députés MSZP ont décliné l’invitation. Si les 4 partis s’accordent à dire qu’il faut revoir les retraites, aucun accord n’a encore été conclu ni sur la manière d’engager la réforme, ni sur la définition des contribuables touchés par l’impôt. Le Fidesz soutient l’idée de l’impôt de réparation alors que les autres partis optent plutôt pour la revalorisation des retraites. En novembre 2010, le Jobbik avait déjà suggéré la réduction drastique des retraites des anciens dirigeants communistes. De plus, l’identification des personnes affectées par cette mesure pose un problème. Selon János Lázár, seuls les décideurs politiques seront concernés, dont le nombre se situe autour de 5700. Il a néanmoins souligné qu’il faudrait considérer chaque cas comme particulier car le Fidesz ne soutient pas la théorie de la culpabilité collective.

Mais une question se pose à juste titre : quel sera le sort des anciens responsables MSZMP comme Mátyás Szűrös ou Imre Pozsgay qui sont actuellement très proches du Fidesz ?

Máté Kovács

-

Catégorie

Agenda Culturel